

minute

Hebdomadaire politiquement incorrect • mercredi 13 mai 2015 • n°2719 • 3,50 €

L'AFFAIRE MÉNARD

- La véritable affaire des fiches, c'était contre les catholiques !
- Marine Le Pen opposée aux statistiques ethniques
- Renaud Camus dénonce la colonisation de l'Europe

**La chute du FC Lens
pourrait profiter... au FN !**



La minute nécessaire de Miège

© Reproduction interdite sauf autorisation préalable de « MINUTE »



Quand la République espionnait les cathos

La véritable et vénérable « affaire des fiches »

Selon François Hollande, le « fichage » est contraire « à toutes les valeurs de la République ». Le président de la République a quelques lacunes en histoire... Au début du XX^e siècle, la République a connu un gigantesque scandale passé à la postérité sous le nom d'« affaire des fiches ». Ce sont les officiers catholiques qui étaient visés...

C'est merveilleux, on n'entend plus parler, de l'extrême gauche au Front national (ou plutôt au Rassemblement Bleu Marine), que de République. Seul est mis au ban du merveilleux régime le sulfureux Robert Ménard. François Hollande a assuré, depuis... Riyad, que « le fichage d'élèves » est « contraire à toutes les valeurs de la République ». Contrairement à la vente d'armes à des monarchies pétrolières régies par la charia et où la femme adultère est mise à mort par lapidation... Il semble cependant que notre bon président ait quelques trous de mémoire. Car les très riches heures de la République française se sont illustrées, au tout début du XX^e siècle, d'une affaire de fiches assez retentissante, dans laquelle les « grands ancêtres » de la laïque baignaient jusqu'au cou.

Le fichage sous-traité aux loges

Ce fichage-là ne concernait pas les élèves musulmans de la ville de Béziers... mais l'ensemble des officiers catholiques sur la totalité du territoire français. Il avait été mis en œuvre par le général Louis André, nommé minis-

tre de la Guerre en mai 1900 par le président du Conseil, le « républicain modéré » Pierre Waldeck-Rousseau, et maintenu dans ses fonctions par Emile Combes, qui succéda à Waldeck-Rousseau en 1902. Républicain, libre-penseur et anticlérical, André entreprend, dès 1901, de fiché les officiers en fonction de leurs orientations politiques et religieuses, avec l'aide du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française.

« Dès 1894, écrit Jean Sévillia⁽¹⁾, l'organisation maçonnique avait créé un secrétariat chargé de collecter des renseignements sur les militaires qui étaient candidats à l'initiation. C'est ce secrétariat qui, étendant son champ d'action, se met secrètement à la disposition du ministre. Dans chaque ville de garnison, les loges sont chargées de récolter des indications sur les officiers. A Paris, le secrétaire du Grand Orient, Vadecart, centralise les fiches avant de les transmettre au capitaine Mollin, au ministère de la Guerre. »

Les fiches contiennent des observations telles que : « Va à la messe », « Avale son hostie tous les dimanches », « Ne manque pas la confession », « Reçoit la Croix chez lui », « a reçu la bénédiction du pape à son mariage par télégramme », « Fait élever ses enfants chez les Frères », « Appar-

tient à une famille de prêtres », « Sa femme s'occupe beaucoup d'œuvres pieuses », ou encore : « Rallié à la République, n'en porte pas moins un nom à particule ». Les bons éléments sont eux aussi signalés : « Bon républicain, ne met jamais les pieds dans une église », « Libre penseur convaincu, à recommander au ministre. »

Au terme de cette entreprise de délation, 20 000 officiers français, sur 27 000, sont ainsi catalogués, écrit Jean Sévillia. Les fiches sont classées dans deux dossiers, l'un intitulé *Carthage*, en référence à la devise de Caton l'ancien : « *Carthago delenda est* » (Carthage doit être détruite) ; l'autre *Corinthe* par allusion au proverbe latin « *Non licet omnibus adire Corinthum* » (Il n'est pas permis à tout le monde d'aller à Corinthe). Les mauvais sujets sont regroupés dans le premier, sorte d'enfer républicain ; les bons dans le second, paradis qui ouvre les portes de l'avancement. Chaque fiche précise la suite à donner à la carrière de l'intéressé : à promouvoir ou à barrer.

Le ministre giflé à la Chambre

Toutefois, l'affaire est découverte, grâce au secrétaire de Vadecart, Jean-Baptiste Bidegain, qui, bien que franc-maçon lui-même, « dégoûté de la besogne immonde qu'on lui faisait accomplir, s'était décidé à manger le morceau et à documenter les nationalistes », écrira le journaliste (puis député) royaliste Léon Daudet⁽²⁾. Bidegain renseigne le député nationaliste Jean Guyot de Villeneuve, qui dévoile le scandale le 28 octobre 1904 à la Chambre. Léon Daudet racontera : « J'apercevais, de dos, le petit Combes, horrible produit de l'anticléricalisme de sous-préfecture et de la formation idéologique Kant-Rousseau, la redingote et le cou crasseux de Pelletan [alors ministre de la

Marine, ndlr], la nuque de vautour pelé du général André. La lecture de ces tables de mouchardage provoquait une indignation mêlée de stupeur. »

En dépit des efforts de Jean Jaurès pour le défendre, le général André, après avoir tenté de faire porter le képi à son subordonné Mollin, fut contraint de démissionner en novembre 1904, quelques jours après avoir été giflé, à la Chambre, par le député nationaliste Gabriel Syveton⁽³⁾ « L'affaire des fiches » fragilisa le cabinet d'Emile Combes lui-même, qui tomba en février 1905.

François Hollande paraît donc mal avisé de prétendre aujourd'hui que le fichage est contraire aux valeurs de la République... au moment même où son premier ministre Manuel Valls, prompt à dénoncer la vilénie supposée de Robert Ménard, s'emploie lui-même à faire voter une loi qui permettra d'espionner l'ensemble de la population française!

Henri Langeau

1. Jean Sévillia, *Quand les catholiques étaient hors la loi*, Perrin, 2 005.

2. Léon Daudet (1867-1942), « Au temps de Judas », in *Souvenirs des milieux littéraires, politiques, artistiques et médicaux*.

3. Gabriel Syveton, attaqué en justice, mourut de mort violente la veille de son procès et l'enquête de police conclut à un suicide consécutif à une sordide affaire de mœurs. Les nationalistes dénoncèrent un assassinat.

2017, ANNÉE ZÉRO DE LA DÉMOCRATIE ?

Lundi 4 mai,
« Zemmour et Naulleau »,
Paris Première

Pour ce grand démocrate qu'est Christophe Barbier, le fait que Marine Le Pen puisse être élue à la prochaine présidentielle n'est tout bonnement pas acceptable : « Si elle y arrivait, la France bougerait, la France des jeunes, la France des antis, la France qui ne veut pas être représentée à la face du monde par Marine Le Pen. Oui, la France bougerait ! »

Un bon « putsch républicain », y'a que ça de vrai !

Le « think tank » du PS fait comme lui !

Robert Ménard victime d'un très mauvais procès

Pour avoir dit que 64,6 % des enfants des écoles maternelles et élémentaires de sa ville sont de confession musulmane, chiffre calculé sur la base de leurs prénoms, Robert Ménard est voué aux gémonies. Il a même été envisagé de le démettre de son mandat de maire de Béziers ! Et cela alors que le PS fait comme lui ! Au fait, l'immigration, le véritable sujet, on en parle ?

Après le lynchage, la contre-attaque. Un peu abasourdi par le déferlement médiatique qui l'avait présenté comme l'ennemi public numéro un après qu'il avait révélé avoir compté les élèves musulmans de sa ville, **Robert Ménard** a écrit le lundi 11 mai aux députés pour leur demander « de créer les conditions d'un débat parlementaire » en déposant une proposition de loi « visant à libéraliser les statistiques ethniques lorsque la connaissance de celles-ci participe de l'établissement des politiques publiques ». Soit... en toutes circonstances.

S'inspirer de la liberté de la Suisse

Le maire de Béziers ouvre là l'un des deux véritables débats – l'autre étant celui de la substitution de population, ce « grand remplacement » qui serait imaginaire et qu'il ne faut en aucun cas étayer par des chiffres puisqu'il est interdit de les produire (voir notre entretien avec **Renaud Camus**, p 6-7). « En trois ans, explique Robert Ménard, ma ville a dû ouvrir 28 classes supplémentaires. Le coût pour le budget municipal n'est pas anecdotique dans une ville où seule

une minorité paye l'impôt et au moment où l'Etat diminue ses dotations. »

Lorsque sont produites des études sur le coût de l'immigration – lesquelles concluent invariablement que le solde comptable est positif pour la France, hormis lorsqu'elles sont réalisées par des économistes ou démographes proches du Front national ou réputés tels, comme **Jean-Paul Gourévitch** –, les coûts indirects ne sont jamais pris en compte, comme celui des habitations qu'il faut construire pour loger les immigrés, celui des transports qu'il faut multiplier, celui des policiers, des magistrats et de l'administration pénitentiaire dont il faut augmenter le nombre ou celui... des écoles.

Ces coûts sont occultés... sauf en Suisse. Durant la campagne pour le oui à la votation « Stop à l'immigration massive » – qui a en effet été adoptée par les Suisses en février 2014 –, l'Union démocratique du centre (UDC) a fait du coût de l'immigration l'un de ses arguments. Sur la base de 80 000 arrivées annuelles, l'UDC a estimé que ce flux migratoire nécessitait 70 écoles de plus chaque année, 34 500 logements de plus, toujours par an, 600 infirmiers de plus, ainsi que... près de 200 éoliennes, et qu'il

fallait compter 42 000 véhicules de tourisme de plus tous les 365 jours, entraînant « toujours plus de bouchons » !

Sans méconnaître la question identitaire, l'UDC établissait, chiffres à l'appui : « L'afflux des étrangers [...] dépasse les capacités de nos infrastructures », de sorte que « les politiques publiques » dont parle Robert Ménard sont dépendantes de l'immigration dans la plupart des domaines.

Même méthode à la Fondation Jean-Jaurès

Dans leurs implications, ces faits vont donc bien au-delà de la polémique très française – car purement idéologique – sur l'« islamophobie » ou la pertinence morale d'autoriser des statistiques dites ethniques (les statistiques religieuses sont considérées comme telles), qui, dans les faits, sont pratiquées par tous, à commencer par les chercheurs reconnus. Le maire de Béziers considère qu'un enfant qui s'appelle Mohamed est de culture musulmane ? Il n'est pas le seul – et on ne parle pas seulement des parents de Mohamed.

Il faut avoir érigé la mauvaise foi en mode de fonctionnement, tel **Julien Dray**, pour oser affirmer, ainsi que l'ancien député l'a fait sur RTL : « Un élève qui s'appelle Mohamed n'est pas forcément musulman. » Et ses parents non plus ?

Dans un petit ouvrage paru l'an dernier, *Perpignan, une ville avant le Front national ?*, les auteurs ont procédé exactement comme Robert Ménard. Pour mieux comprendre « les relations entre comportements électoraux et présence d'une population originaire des mondes arabo-musulmans », ils ont dressé « un tableau statistique permettant de quantifier le nombre de personnes ayant un prénom d'origine arabo-musulmane » à partir des listes



électorales ! Et ils ont pu établir que... « les personnes originaires des mondes arabo-musulmans représentent 10,7 % de l'électorat à Perpignan » !

Où est la différence avec le comptage auquel Robert Ménard a procédé ? Il n'y en a pas. Ou plutôt si : le livre en question est édité par la Fondation Jean-Jaurès, un « think tank » qui se présente pudiquement comme « proche du Parti socialiste » ! Et cet ouvrage (au demeurant passionnant) est signé par trois auteurs irréprochables dont **Nicolas Lebourg**, es qualités de « spécialiste des extrêmes droites », et **Jérôme Fourquet**, directeur du département Opinion de l'Ifop. Ce qui suffit à établir la preuve que les statistiques ethniques, à défaut d'être autorisées, sont largement tolérées, à condition de ne pas en déduire que le résultat qu'on découvre pose des problèmes, et à l'identité, et à l'économie de la France. ■

Lionel Humbert

Marine Le Pen contre les statistiques ethniques

Paradoxe d'une semaine de polémiques : le Front national n'a pas négocié son soutien à Robert Ménard, alors qu'il n'en est pas membre... et que Marine Le Pen est opposée de longue date aux statistiques ethniques !

Si Robert Ménard a été élu en mars 2014 avec le soutien du Front national, il n'en est pas pour autant membre. Pas plus qu'il n'est membre du Rassemblement Bleu Marine. Là où on pourrait s'attendre à ce que cette indépendance soit liée à une volonté de s'affranchir de l'image trop dure du FN, on s'aperçoit tout au contraire que Robert Ménard parle souvent plus haut et plus fort que le FN lui-même. On l'avait par exemple vu mener la fronde des maires voulant conserver leurs crèches traditionnelles. Et il avait obtenu gain de cause (face aux représentants de la Ligue des Droits de l'Homme réclamant que la crèche trônait dans le hall de l'hôtel de ville soit retirée) devant le tribunal administratif de Montpellier.

Dans la nouvelle polémique, les responsables et élus frontistes se sont unanimement montrés solidaires. Sans aucune ambiguïté, chacun avec leur style et leurs mots, les figures du FN ont défendu Robert Ménard dans les médias.

De Marion Maréchal-Le Pen rappelant les propos de Manuel Valls sur les « White » et les « Blancos » trop peu nombreux à Evry à Florian Philippot considérant que le maire de Béziers cherchait « simplement à détecter des ghettos communautaires ». La présidente du FN elle-même a pris la défense du fondateur et ancien patron de Reporters Sans Frontières sur les ondes de Radio Classique, le 7 mai dernier.

Peu avare de parallèles, elle a tout d'abord comparé le manque de policiers pour surveiller les djihadistes et les moyens mis en œuvre pour l'enquête sur le « fichage » à Béziers, avant d'évoquer l'Union soviétique : « Regardez ce qui s'est passé, sur la méthode ! *Merah*, on n'a pas assez de personnel pour le suivre ; *Kouachi*, on n'a pas assez de personnel ; *Coulibaly*, on n'a pas assez de personnel... Mais en revanche, Ménard, quelques heures après qu'il ait expliqué qu'il avait fait des statistiques, il avait quatre officiers de police judiciaire qui perquisitionnaient sa mairie, il était entendu par la police. Non mais attendez, c'est fou, on a rien à envier à l'Union soviétique honnêtement ! »

« Je suis contre les statistiques ethniques »

Si elle est allée très loin sur la dénonciation de la méthode, et donc de la forme, Marine Le Pen s'est montrée plus réservée sur le fond. Et pour cause : à plusieurs reprises elle s'est prononcée contre l'utilisation de statistiques ethniques. Une position réitérée ce 7 mai : « Sur le fond, moi je suis contre les statistiques ethniques, je l'ai toujours dit, ça n'est pas ma vision. Parce que je suis contre le communautarisme, parce que je ne mets pas les gens en catégorie selon leur origine, selon leur religion. Moi je défends tous les Français, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. »

Poussant plus loin, Marine Le Pen n'a pas hésité à faire un procès en républicanisme à la gauche : « Je suis contre les statistiques ethniques. Mais c'est la

gauche qui était pour ! C'est la gauche qui réclamait ces statistiques ! C'est monsieur Valls qui les réclamait en 2009 et qui s'était engagé à faire une loi pour promouvoir les statistiques ethniques, pour pouvoir faire d'ailleurs une politique communautariste. Ce sont eux qui en permanence disent : "Il y a 35 % de musulmans à Lille", comme madame Aubry, "il y a tant de pour-cent de musulmans dans les prisons". Donc arrêtons l'hypocrisie ! »

« Quand on devient français, on devient français »

Si on peut s'interroger sur cette option de Le Pen – la généralisation des statistiques ethniques ne serait-elle pas le meilleur moyen de fermer le clapet de tous ceux qui dénoncent des « fantasmes » sur l'immigration ? –, on ne peut que reconnaître sa constance dans le domaine. Ainsi, en 2007 déjà, alors conseillère du candidat Jean-Marie Le Pen, elle répondait aux internautes du « Point » : « Cette manière de renvoyer chaque Français à ses origines, c'est exactement le choix du communautarisme contre le choix de l'unité de la République qui est le nôtre, et qui consiste à ne pas faire de différence entre les Français quelles que soient leur race, leur religion, leurs origines, leurs options philosophiques. »

Elle s'est aussi toujours offusquée de ce qu'on la soupçonne de vouloir défendre les « Français de souche », prioritairement aux Français d'acquisition récente. « J'ai pas une passion pour cette expression, parce que moi j'ai une vision très imprégnée des valeurs de la République française, des valeurs de l'assimilation, c'est-à-dire que je pense que quand on devient français, on devient français », expliquait-elle en début d'année.

En février dernier, invitée du Grand Jury RTL-LCI-« Le Figaro », elle se déclarait fermement opposée à la logique de discrimination positive prônée par le ministre de la Ville Patrick Kanner, et rappelait dans le même

Vous aussi, faites vos propres statistiques !

Un de nos fidèles lecteurs du sud de la France nous fait régulièrement parvenir le registre de naissances publié dans son autre journal favori : « Nice Martin ». A travers ce carnet rose, ce lecteur n'entend pas simplement nous faire participer à l'actualité démographique de la ville de Nice mais veut nous alerter sur ce qu'il considère comme une « substitution de population ».

Mais comment s'y prend-il pour établir ses propres « statistiques ethniques » ? Eh bien tout simplement, tel un vulgaire Robert Ménard, lui aussi se base sur les prénoms et noms de famille des nouveau-nés. La méthode n'est certes pas infaillible, mais il faut bien admettre que, par exemple, la petite Fatimata ou le petit Abdullatif – dont nous tenons, bien évidemment, et sous peine d'être sans doute traduits en justice, à saluer les heureux parents – ont peut-être moins de chances d'être d'ascendance européenne que la petite Lucie et le petit Romain.

Que notre lecteur se méfie quand même : cette passion du nombre pourrait un jour le conduire à être entendu par la police pour cet ignoble « fichage ». En attendant, vous aussi, vous pouvez jouer à établir vos statistiques en épluchant le carnet rose de votre journal local. ■

temps son opposition aux statistiques ethniques.

Pour autant, elle réclamait alors des chiffres précis sur le nombre d'immigrés et de binationaux en France : « Ça n'a pas de caractère racial mais ça permet d'avoir une vision très précise » déclarait-elle alors.

Mais après 40 ans de regroupement familial, de droit du sol, de naturalisations massives et de régularisations tout aussi massives, peut-on considérer que des statistiques reposant sur la nationalité puissent suffire à dépeindre la réalité de notre pays ? ■

Marc Bertric

Renaud Camus : « L'Europe est beaucoup plus colonisée qu'elle n'a jamais colonisée elle-même ! »

Renaud Camus est écrivain. Il est surtout connu pour son *Journal*, tenu depuis 1976 et dont 30 volumes ont déjà été publiés, ou encore la série *Demeures de l'esprit* présentant les maisons d'auteurs, d'artistes, ou d'hommes politiques célèbres. Au cours de ses pérégrinations culturelles et littéraires, Renaud Camus a ainsi côtoyé, ou collaboré avec des personnalités telles que Roland Barthes, Louis Aragon, Marguerite Duras, Andy Warhol ou encore Alain Finkielkraut. Depuis 2010, on le connaît surtout pour son incursion sur le terrain politique à travers son refus du « *changement de peuple et de civilisation* », devenu sous sa plume le *Grand Remplacement*. Un terme qui a depuis fait florès, puisqu'il a été repris par les identitaires et certains responsables du FN tout autant que par des journalistes comme Eric Zemmour ou Ivan Rioufol. Dans le sillage de « *l'affaire Ménard* », il a accepté de répondre aux questions de « Minute ».

« Minute » : Sur internet, vous avez affirmé votre « soutien total, sans réserve » et même « très admiratif » à Robert Ménard. Pourquoi cela ?

Renaud Camus : Je suis en effet tout à fait admiratif à l'égard de Robert Ménard et de son action. Je trouve ses positions cohérentes, solides, et de façon générale elles répondent entièrement à mes vœux.

Mon soutien est global, il ne porte pas seulement sur ce point particulier : je vois Béziers comme une sorte de laboratoire de notre espérance et de notre combat.

Comment analysez-vous le déferlement médiatique déclenché par les propos de Robert Ménard ?

Il n'a rien de surprenant. J'estime que le grand secret, ce qui par excellence ne doit pas être dit dans la situation politique et même historique actuelle, c'est le changement de peuple et de civilisation, ce que j'appelle le Grand Remplacement. Donc tout ce qui lève, même très partiellement, le voile sur ce sujet absolument tabou alors qu'il est en fait de très loin le plus important, suscite un tollé médiatique entièrement prévisible.

« Il en va de la survie même de notre civilisation »

Pourquoi un tel tabou ? L'enjeu serait donc pour vous « la vérité » tout simplement ?

Absolument ! Nous sommes face à la question centrale, capitale, auprès

de laquelle toutes les autres sont secondaires puisqu'il en va de la survie même de notre civilisation. Donc nous touchons là au secret central, à ce que défend incessamment ce que j'appelle le « *faussel* », le règne du faux, le réel inversé, un monde tout à fait imaginaire avec des débats parfaitement secondaires cachant l'énormité de ce qui survient : la colonisation de notre continent.

C'est cette « colonisation » que traduit votre concept du Grand Remplacement ?

Hélas, très malheureusement, il ne s'agit pas d'un concept ou d'une théorie mais de la triste réalité. Le Grand Remplacement, c'est le réel qui fait mal et qui ne doit pas être nommé, c'est justement pourquoi il est essentiel de le

nommer sans cesse. C'est, encore une fois, l'énormité sinistre de ce qui survient sur le continent européen, la substitution ethnique, le changement de peuple, avec le changement de civilisation qu'ils impliquent nécessairement.

Ce serait en effet une conception très basse et de l'homme et de ce qu'est un peuple que de penser qu'avec un autre peuple, d'autres hommes, d'autres femmes venus d'autres cultures, on puisse perdurer dans l'être, continuer la même histoire, la même nation, la même civilisation.

Le phénomène de la submersion ethnique, génialement prédit par Jean Raspail, ne concerne pas seulement la France – est-il utile de le préciser ? – mais bien l'ensemble de notre continent qui est confronté à une colonisation, oui. Le terme est d'ailleurs beaucoup plus exact, beaucoup plus conforme au modèle antique, que l'aventure coloniale de l'Europe dans l'autre sens. L'Europe est beaucoup plus colonisée qu'elle n'a jamais colonisée elle-même !

Vous pensez donc que derrière cette affaire Ménard, certains tentent simplement d'empêcher de dénoncer cette « colonisation » ?

Bien entendu, c'est la volonté essentielle de ce que j'appelle le complexe médiatico-politique, c'est-à-dire le groupe qui fait en sorte que ce qui survient ne soit pas dit, ne soit pas vu, ne soit pas nommé, ne soit pas reconnu pour ce que c'est. Ainsi le peuple se voit dérober ses propres sentiments, ses propres expériences, ses propres



observations, ses propres mots, sa propre douleur, au profit d'une analyse sociologique mensongère.

Je crois d'ailleurs que la sociologie est profondément liée aux mensonges que nous subissons. Elle est la grande fabrique du faussel. Elle est au remplacement ce que la biologie de Lyssenko était au stalinisme: son âme damnée.

« Il suffit aux Français d'ouvrir les yeux »

Selon vous, les statistiques ethniques, dont on parle beaucoup depuis dix jours, pourraient-elles être un outil pour démontrer le Grand Remplacement ?

Sur ce sujet, je combats un peu à front renversé. En effet, je considère l'ensemble de la sociologie et les statistiques, qui ont toujours plus ou moins été son bras armé, comme le grand instrument du mensonge depuis cinquante ans. Les statistiques ont surtout servi à mentir. Il y a toujours eu des statistiques pour « prouver » tout: qu'il n'y avait pas de lien entre l'immigration et la délinquance, que le niveau scolaire progressait, que la culture se répandait dans l'ensemble de la population.

Je trouve au fond très sympathique que les statistiques de Robert Ménard n'en soient pas vraiment. Ce sont des impressions qui sont beaucoup plus vraies, qui décrivent bien mieux la réa-

lité des choses, que les statistiques pseudo-scientifiques des divers instituts qui ont servi à nous imposer le réel inversé depuis un demi-siècle désormais.

Finalement, les impressions, la perception, seraient donc des « statistiques » plus sûres ?

Exactement, et c'est même absolument au cœur de ce que je pense et de ce que j'essaie de dire. Il faut rendre aux gens leur regard, leur propre regard. Je pense à la phrase de **Jules Verne** dans *Michel Strogoff*: « Regarde, regarde de toutes yeux ! » Il faut que les Français reprennent confiance dans leur propre

jugement, dans leur propre regard, dans le chagrin et la douleur qu'ils ressentent. Car ce qui survient est effroyablement douloureux, y compris de la façon la plus littérale, la plus directe.

Comment ne pas penser par exemple à cette famille d'indigènes français, à Roubaix, qui a été obligée de se réfugier à la mairie, d'être relogée dans des hôtels, tant la vie lui était devenue impossible dans Roubaix occupée. Dans ce cas-là comme tant d'autres, nul besoin de statistiques pour comprendre les événements. Il suffit d'ouvrir les yeux. ■

Propos recueillis par Renaud Leroy

Vu d'en bas

Les méchants tuent même les gentilles

Le 29 avril à Colmar (Alsace), **Marie-Louise Guthmann** a été agressée alors qu'elle se rendait chez son coiffeur. Agée de 94 ans, elle n'a pas survécu à la chute causée par l'arrachage de son sac à main. Une semaine après les faits, les deux tueurs ont été interpellés et confondus par leur ADN laissé sur le manteau de la victime et son sac. Le premier, âgé de 20 ans, est connu pour usage de drogues et pour l'incendie d'une voiture en 2011. Le comparse, un mineur de 16 ans déscolarisé, est lui connu pour des dégradations et des violences. Bref, de parfaits « clients » pour le laxisme pénal hérité des lois **Dati** (qu'on oublie trop souvent de rappeler) et **Taubira**.

Que le ministre de la Justice se rassure: ce n'est pas la famille de la victime qui criera vengeance. Au contraire. Dans « L'Alsace », les trois enfants de Marie-Louise Guthmann ont appelé « à l'apaisement ». Monde devenu fou où les fils et filles d'une femme de 94 ans traînée sur le trottoir par deux petites ordures proclament: « Nous ne devons pas céder à la haine », et

semblent même s'inquiéter du devenir des voyous: « C'est aussi leur vie à eux qu'ils ont gâchée. » Sombres cons, vont-ils léguer l'héritage éventuel aux salopards ?

Les enfants de la victime évoquent encore leur mère « qui, dans les années soixante-dix, mettait à disposition sa salle de bains à des voisins travailleurs algériens qui n'en possédaient pas », sans que l'on comprenne d'ailleurs le rapport avec l'affaire, à moins qu'ils n'en sachent davantage sur les auteurs que ce que les journaux ont bien voulu communiquer... Ajoutant que Marie-Louise Guthmann était la veuve d'un résistant déporté par les Allemands, le journaliste cherche sans doute à compléter le portrait pour démontrer qu'elle était le Bien incarné.

Nul doute que ce fut le cas. Mais il arrive plus souvent que de raison, dans la « France orange mécanique » de 2015, que le Bien rencontre le Mal. Même pour TROIS EUROS, la somme dérobée par les deux prédateurs dans le sac de Marie-Louise Guthmann.

Renaud Leroy

Scandale sportivo-politico-financier

François Hollande s'est-il trop préoccupé du RC Lens ?

Club le plus populaire du Pas-de-Calais, le Racing Club de Lens est au cœur d'une sale affaire : pour jouer en Ligue 1 de football, ses dirigeants auraient produit de faux documents financiers. Avec la bénédiction de... François Hollande et de son gouvernement !

Ça a commencé comme un conte de fées mais ça risque de finir à la rubrique des mécomptes et méfaits. En 2013, le RC Lens, qui végète en Ligue 2 et se trouve au bord de la faillite, dégotte un actionnaire inespéré, **Hafiz Mammadov**, riche homme d'affaires d'Azerbaïdjan. Aussitôt l'Azéri injecte 20 millions d'euros. Grâce à ce coup de baguette magique, les « *sang et or* » (tel qu'on surnomme les joueurs de Lens) retrouvent des couleurs. En mai 2014, Lens termine deuxième du championnat de L2 et obtient sportivement le droit de participer la saison suivante au championnat de Ligue 1, l'élite du foot français. Mais la belle histoire tourne court.

Par deux fois (les 27 juin et 15 juillet 2014), la DNCG (Direction nationale du contrôle de gestion), le gendarme financier du foot français, met son veto à la montée en L1 du RC Lens. Pour des motifs financiers: le budget présenté par **Gervais Martel**, président du club depuis 25 ans, est jugé insuffisant, car **Hafiz Mammadov**, l'actionnaire azéri, refuse désormais de signer des chèques pour renflouer les caisses. A Lens, où le foot est un rayon de soleil sur les coronas, c'est la douche froide. Le 19 juillet 2014, les supporters descendent dans la rue pour crier leur

colère. Cette manifestation est organisée par **Guillaume Kaznowski**, fidèle supporter des « *sang et or* », mais également conseiller municipal FN de Liévin, voisine de Lens (voir notre entretien). Et certains loups crient à la récupération politique.

Lens repêché miraculeusement

Il va alors se produire un coup de théâtre. Le président Martel saisit le CNOSF (Comité national olympique et sportif français). Et il fait une pêche miraculeuse: le 25 juillet 2014, le CNOSF émet un avis favorable à la montée du RC Lens. Selon les documents alors produits par Gervais Martel, l'actionnaire Mammadov versera dans un avenir proche les 18 millions d'euros nécessaires pour boucler le budget. Sur la base de cette « *promesse* », la Fédération française de football (s'asseyant sur les décisions négatives de la DNCG) suit l'avis du CNOSF et autorise Lens à participer au championnat 2014/2015 de L1. Or aujourd'hui, nous sommes à la fin de la saison et Mammadov n'a toujours pas retrouvé son stylo pour signer les chèques que Martel avait annoncés. Lens a-t-il participé à la compétition grâce à un coup de bluff et à de gros mensonges ?

Dès le début de cette année 2015, la justice s'est penchée sur le dossier. Le 29 janvier, le tribunal administratif de Besançon (saisi par le FC Sochaux, club lésé par le « *cadeau* » offert à Lens, sinon c'est Sochaux qui jouerait en L1...) a conclu que la participation du RC Lens au championnat de L1 était entachée d'irrégularités. Sur cette base, la DNCG a repris les rênes et ouvert une instruction visant les dirigeants lensois, soupçonnés d'avoir produit de faux documents pour accompagner leurs trop belles promesses.

Mardi 5 mai, dans « *L'Equipe* », **Richard Olivier**, président de la DNCG, a confirmé que l'affaire était sérieuse: « *Ils nous ont produit des documents qui étayaient un certain nombre d'informations, mais ces informations n'étaient pas vraies...* »

Comment des organismes aussi respectables que le CNOSF et la Fédération française de football auraient-ils pu être abusés par ces faux ? Y aurait-il dans le foot des interventions extrasportives pour fausser les procédures ? Sans hésiter, Richard Olivier répond que oui: « *Notamment des hommes politiques qui n'aident pas à la sérénité des débats quand il s'agit de discuter de la santé financière d'un club. Certains s'en sortent d'autant mieux que le personnel politique de leur région a du poids...* »

François Hollande s'en est (pré) occupé

Le très discret ministre des Sports et natif du Nord, **Patrick Kanner** n'a jamais caché son attachement au RC Lens et reconnu que le gouvernement faisait tout pour raccommode Gervais Martel et Mammadov, son mécène azéri: « *L'Etat doit être "facilitateur", j'insiste sur cette notion, pour permettre les contacts au plus haut niveau entre les auto-*

rités sportives du RC Lens et les autorités politiques d'Azerbaïdjan. C'est ce que nous faisons en tant que diplomatie sportive, permettez-moi l'expression. » Mais il y a plus étonnant.

Le 1^{er} septembre dernier, dans l'hebdomadaire spécialisé « *But* », **Nicolas Bays**, député socialiste de Liévin, déclarait qu'en juillet précédent, suite aux décisions défavorables de la DNCG, il avait alerté François Hollande pour lui demander de voler au secours du RC Lens. Avec succès selon le député: « *François Hollande a répondu dans les trente secondes à mon message et m'a dit: "Je m'en occupe en ce moment même."* » Sans doute rappelé à l'ordre pour avoir révélé ce petit « *secret d'Etat* », Nicolas Bays apportait, non pas un démenti, mais une petite correction: Hollande n'aurait pas répondu qu'il s'en occupait, mais qu'il s'en préoccupait... Alors le président de la République s'est-il vraiment (pré) occupé du RC Lens ? Une chose est sûre: Hollande est en excellents termes avec le président Gervais Martel. Lors du voyage présidentiel organisé en mai 2014 en Azerbaïdjan, le dirigeant du RC Lens faisait partie de la délégation officielle accompagnant François Hollande.

Et à la fin, c'est le FN qui gagne !

S'il s'avère que le président Hollande et le gouvernement ont volé au secours du RC Lens, malgré les faux documents produits par le club, l'affaire prend un tour éminemment politique. Et pour quels enjeux ? Les supporters de foot sont aussi des électeurs. Et à Lens, le PS tient à « *soigner* » les gueules noires, comme on surnomme les fidèles du club, pour qu'ils voient la vie en rose et votent socialiste... Or un RC Lens qui bat de l'aile et vivote en L2, c'est pro-

Guillaume Kaznowski, élu FN

« Le RC Lens perd toutes ses valeurs »

Guillaume Kaznowski est un élu FN, conseiller municipal à Liévin. Agé de 26 ans, c'est un fidèle supporter du RC Lens. Sur Facebook, il a créé la page « Kop Tony Marek », ouverte à tous les passionnés du club. Pour « Minute », il livre son sentiment sur la chute du RC Lens.

« Minute » : Le 19 juillet 2014, vous aviez organisé une manifestation pour soutenir le RC Lens. Quel était le but de la manœuvre ?

Guillaume Kaznowski : Cette manifestation, dont j'étais effectivement à l'origine, avait pour but de contester la décision de la DNCG, qui refusait alors au RC Lens le droit d'évoluer en Ligue 1, alors que l'équipe avait obtenu sportivement, sur le terrain, le droit de jouer à ce niveau.

Mais cette mobilisation avait pour objectif principal de demander aux dirigeants du club et à son président **Gervais Martel** des éclaircissements et des précisions sur le financement et l'avenir du RC Lens...

Le RC Lens étant un club très populaire, on a entendu parler alors d'une tentative de récupération par le FN. Qu'en était-il ?

La presse locale me connaît pour mon engagement politique, puisque je suis conseiller municipal à Liévin, à cinq minutes de Lens. J'ai alors été présenté comme l'organisateur d'une manifestation FN. Du coup, ça a attiré tous les médias nationaux. Je me souviens de la première question du journaliste de France 2 : « Est-ce une manifestation de supporters FN ? » Eh bien non ! Parmi les supporters mécontents, il y avait des gens de droite, des gens de gauche, juste unis par l'amour du RC Lens ! J'ai agi uniquement par passion pour le foot. Depuis mon plus jeune âge, je suis un fidèle des Sang et Or. Je vais même voir jouer les équipes de jeunes ! J'y ai vu débiter des joueurs comme **Serge Aurier** qui joue aujourd'hui au PSG ou **Geoffrey Kondogbia** qui évolue maintenant à Monaco. Il n'y avait dans cette opération aucune tentative de récupération politique.

Mais pourquoi les supporters sont-ils en colère ?

Ils sont déçus parce que c'est un énorme gâchis dont la municipalité socialiste porte une part de responsabilité. Les élus locaux se désintéressent

de la vie du club. L'ancien maire, **André Delelis**⁽¹⁾, avait beaucoup fait pour le rayonnement du club. La notoriété du club avait franchi les frontières, le RC Lens s'était fait un nom en Europe. Mais ses successeurs, **Guy Delcourt** et **Sylvain Robert**, n'ont pas compris les enjeux. A Lens, quand ça marche, un jour de match, c'est à guichets fermés ; c'est 40 000 supporters au stade alors qu'il n'y a que 33 000 habitants ! Et si le match est prévu à 20 h 30, la fête populaire commence dans les rues à 14 heures ! C'est toute l'économie locale qui en profite ! Mais à cause d'un manque de communication et du mépris affiché à l'égard des supporters, le club perd toutes ses valeurs.

Pourtant, il apparaît aujourd'hui que des pressions politiques auraient été exercées pour permettre au RC Lens de jouer en Ligue 1 ?

Daniel Percheron, le président socialiste du conseil régional, a toujours assuré le RC Lens de son soutien. **Patrick Kanner**, le ministre des Sports, qui est né dans le coin, s'est toujours voulu rassurant sur l'avenir du club. Et le président en personne, **François Hollande**, lors de son voyage officiel en Azerbaïdjan, avait invité le président Gervais Martel dans la délégation officielle. Alors, est-ce qu'il y a eu des

pressions politiques pour que Lens soit en Ligue 1 ? On peut l'imaginer. Mais s'il se confirme que les dirigeants lensois ont fourni de faux documents, ça va faire une « grosse affaire ».

La saison est bientôt finie. Des langues vont se délier. Des vérités vont éclater. Si l'enquête confirme l'usage de faux, le RC Lens peut se trouver relégué au niveau amateur, Gervais Martel risque de se retrouver en taule, mais tous ceux qui l'ont soutenu et conseillé vont aussi avoir des comptes à rendre !

Il n'empêche, à la fin des comptes, c'est tout de même l'actionnaire azéri Mammadov qui a plombé le club ?

Quand **Mammadov** est arrivé, il est apparu comme le « sauveur », même si on n'était pas très rassuré de savoir que Martel et lui s'étaient rencontrés dans un casino... Et puis il y avait la crainte que Lens devienne la propriété de l'Azerbaïdjan.

La première année, Mammadov a tenu tous ses engagements. Pourquoi a-t-il ensuite fermé les robinets ? Je pense qu'entre Mammadov et Martel, il s'est produit un fait qu'on nous cache. Il y a forcément une histoire entre les deux personnages. Depuis l'été dernier Gervais Martel multiplie les mensonges. Il est au club depuis 25 ans ; je respecte l'homme et il a été un bon président. Mais à mon avis, Gervais Martel est aujourd'hui victime de son entourage et il est dépassé par les événements. ■

Propos recueillis par Pierre Tanger

1. Ministre du gouvernement Mauroy de 1981 à 1983, André Delelis a été le maire socialiste de Lens de 1966 à 1998. Il est mort en 2012. Le légendaire stade Félix Bollaert de Lens a été rebaptisé stade Bollaert-Delelis.

duire un vif mécontentement, qui, dans les urnes, peut se traduire par un vote Front national !

Dès 2012, la fédération socialiste du Pas-de-Calais aurait commandé un sondage confidentiel pour évaluer l'impact des résultats du RC Lens... sur le vote FN ! En décembre dernier, dans un reportage consacré au RC Lens, dif-

fusé sur la chaîne « L'Equipe 21 », **Luc Dayan** (qui fut président intérimaire du RC Lens lors de la saison 2012-2013) confirmait que les mauvais résultats du club avaient une répercussion politique : « Ça entraîne un mécontentement envers les élites, envers les structures qui ont laissé tomber le club. Et ça renforce le vote Front national qui est déjà très impor-

tant à Hénin-Beaumont et [dans] toute cette région en énorme difficulté sociale. »

C'est donc pour faire obstacle au FN qu'élus locaux et nationaux auraient magouillé afin que le RC Lens joue en L1. Le résultat est maintenant connu, il est spectaculaire. Sur le terrain sportif, Le RC Lens est aujourd'hui dernier de L1, il est moribond financièrement,

et s'il se confirme que le club a triché, il pourrait être relégué au niveau amateur ! Et sur le terrain politique, lors des élections départementales de mars, sur le canton de Lens, ce sont **Ariane Blomme** et **Hugues Sion** qui ont gagné. Ce sont les deux candidats que présentait le FN. ■

Pierre Tanger

Outrage à la sainte

Jeanne d'Arc, chroniqueuse au Grand 8

Invitée d'honneur des fêtes johanniques d'Orléans le 8 mai dernier, la journaliste Audrey Pulvar, archétype de la bien-pensance moralisatrice et donneuse de leçon, a fait de la pucelle d'Orléans une féministe émancipée, chantre de la diversité et du vivre ensemble ! Avec Audrey Pulvar, Jeanne aurait pu tenir une chronique dans le Grand 8 !

Celui qui s'est déjà essayé à regarder le Grand 8 sait combien cette émission phare de la chaîne D8 est ennuyeuse, souvent vulgaire et toujours très politiquement correcte. Pendant une longue heure, les cinq « filles du Grand 8 », la journaliste **Laurence Ferrari**, **Roselyne Bachelot**, qu'on ne présente plus, **Elisabeth Bost**, une ex de **Jean-Luc Delarue**, **Hapsatou Sy**, la fondatrice de la chaîne de beauté **Ethnicia** (tout un programme !) et **Audrey Pulvar** discutent de tout et de rien. Elles « bavassent », diraient les Méridionaux. L'ensemble du programme est un enfillement de lieux communs, de grossièretés et de soupe antiraciste, pro-mariage homo, mondialiste et multiculturaliste.

C'est pourtant parmi ces « copines du Grand 8 », comme elles aiment à se

présenter, que le maire d'Orléans, l'UMP **Serge Grouardi**, est allé piocher la présidente des 586^e fêtes johanniques de sa commune ! Il voulait, « esprit du 11 janvier » oblige, un invité « en relation avec la liberté d'expression ». Son choix s'est donc porté sur une « journaliste qui fait preuve d'une liberté de ton et d'une certaine impertinence » (sic !), « une femme, par rapport à cet air ambiant qui est assez malsain » !

Laurence Ferrari est-elle trop blonde ?

En bref, pour célébrer **Jeanne d'Arc**, le maire d'Orléans choisit Audrey Pulvar, l'ancienne conquête d'**Arnaud Montebourg** qui posait une rose entre les dents dans « Les Inrocks » ; la « black-geoise » par excellence, militante communautariste et favorable à l'indépendance de la Martinique. On ne

sait pas si Laurence Ferrari, qui remplit à peu près les mêmes critères, de femme et de journaliste, était indisponible... ou trop blonde. Ce qu'on sait en revanche, c'est qu'il y a des choix plus inspirés.

Parce que les fêtes johanniques, ce n'est pas tout à fait la même ambiance que sur le plateau de D8. Dans les rues d'Orléans, pas de blagues graveleuses de Roselyne Bachelot, pas de Laurence Ferrari nous prêchant le « vivre ensemble » sur ses talons aiguilles. Les fêtes johanniques, ça n'est pas non plus l'ambiance des fêtes de la rose de Frangy-en-Bresse organisées par Montebourg, où l'on boit des coups en tonnant contre le gouvernement et en chantant l'Internationale. Non, les fêtes johanniques, c'est plutôt du style « catholique et français toujours ».

Après la prise d'arme défilent les paroisses de la commune derrière leurs bannières, les scouts, des représentants des provinces de France en costume traditionnel, les corps constitués en habits, etc. Jeanne, jouée par une jeune fille de la ville, clôt le défilé, à cheval et en armure, entourée de ses pages et de son escorte. Pour l'occasion, les évêques et curés sortent leurs plus belles soutanes et le maire finit par remettre officiellement l'étendard de Jeanne à l'évêque. Pas vraiment le style d'Audrey Pulvar, plus habituée aux soirées pour *happy few* de Saint-Germain des Prés. Qu'importe !

Profitant de sa position, Audrey Pulvar a pu ainsi se livrer à son exercice

favori : faire la leçon au bon peuple. Elle avait d'ailleurs annoncé la couleur. Interrogée sur le fait d'être la « première femme noire » à présider cette cérémonie, elle avait répondu : « La France, ce sont aussi des gens qui me ressemblent, elle est riche de tous les mélanges, de tous les apports. » La France, la mobylette, le mélange... Du déjà vu ? Certes, mais le fond du discours n'a peut-être jamais été autant d'actualité. Au final, une intervention qui se transforme en un vrai plaidoyer en faveur de l'immigration et un éloge de la France multiculturelle et multiraciale ! Pulvar y dénonce, en vrac, le « repli sur soi », le « renoncement à défendre nos valeurs : laïcité, liberté de culte et de conscience, égalité femme-homme », « le triomphe de la pensée raccourcie ».

Jeanne au service de la France multiculturelle !

Pour Pulvar, Jeanne est une « femme libre, décidée à exercer cette liberté d'être soi, la liberté de forger son propre destin, de saisir sa chance, d'obéir à ses propres empires et non aux déterminismes définis par d'autres pour elle, remettant en cause la domination masculine ». Jeanne, fondatrice à la fois du MLF et du Planning familial ! Jeanne signant le manifeste des 343 salopes ? Et Pulvar, se présentant comme « française et créole caribéenne d'Amérique », de poser la question : Jeanne « n'est-elle pas un peu chacun d'entre nous, Français ? Nous, y compris l'étranger vivant en France et aspirant à y construire ensemble une société différente, plus respirable, plus fraternelle, ne sommes-nous pas un peu tous Jeanne ? » « Liberté, égalité, fraternité. Tout est dit dans ces 3 mots » Et de conclure : « Il y a moyen de la rêver cette France et de l'inventer apaisée ». Incontestablement du haut niveau ! D'ailleurs, la « France apaisée », ça ne vous rappelle rien ? C'est du **François Hollande**, presque dans le texte. Comme c'est beau... Comme c'est creux...

Pour les 587^e fêtes johanniques, l'an prochain, on suggère d'en confier la présidence à une Femen. ■

Jean Masson



1. Hospitalisé, il n'a pu assister aux cérémonies et a été suppléé par son premier adjoint, Olivier Carré.



■ Le 9 mai, « Challenges » a publié un long portrait en forme d'hagiographie de **Florian Philippot**, l'homme qui « *se met même à rêver de Matignon* ». Le journal économique indique que le vice-président du Front national est affublé de deux surnoms : « *L'Enarque* » et « *Philippot 1^{er}* ». Il omet ce troisième surnom, nettement moins flatteur : « *Philippipeau* » !

■ Interrogée le mercredi 6 mai par un journaliste de RTL qui la suivait dans son voyage à Prague sur l'éventualité que **Jean-Marie Le Pen** constitue sa

propre liste pour les élections régionales en Paca, **Marine Le Pen** a répondu : « *Et pourquoi pas un ticket avec Gollnisch, ce serait sexy, non ?* »

■ Au cours de cette même conversation, la présidente du Front national a ironisé sur la capacité de **Jean-Marie Le Pen** à créer un nouveau parti : « *Au niveau européen peut-être, a-t-elle raillé, avec les antisémites hongrois ou les néo-nazis grecs, ça clarifierait les choses...* » Et, en manière d'oraison funèbre de la carrière politique de Jean-Marie Le Pen, **Marine Le Pen** a lancé : « *Il gesticule tout seul. A qui croit-il encore faire peur ?* »

■ Cinq mois après que le cofondateur de GayLib et ancien de l'UMP **Sébastien Chenu** a été nommé à sa tête, le Collectif Culture du Rassemblement Bleu Marine continue à se faire désirer. Une conférence de presse de lancement a enfin été programmée pour la fin mai.

■ **Sophie Robert**, secrétaire départementale du FN pour la Loire et conseiller régional de Rhône-Alpes, est l'un des rares dirigeants frontistes à s'être exprimés publiquement sur la suspension de **Jean-Marie Le Pen**. Dans « *Le Progrès* », l'élue a estimé « *que Jean-Marie Le Pen doit rester président d'honneur du Front national* » et qu'il « *ne nuit pas à l'image du parti* ». « *J'ai beaucoup de*

respect et d'affection pour lui », a-t-elle ajouté, tout en saluant « *le travail formidable* » accompli par **Marine Le Pen** à la tête du parti. Une position courageuse alors que sa reconduction sur la liste des candidats aux élections régionales de décembre n'est pas encore acquise.

■ L'émission « *Envoyé spécial* », de France 2, prépare un reportage de 26 minutes sur « *l'avenir de Jean-Marie Le Pen* », ce qui relève d'un bel optimisme si l'angle donné est le vrai. Pour essayer de convaincre des responsables du FN de témoigner face à la caméra, un collaborateur de l'émission, **Laurent Hakim**, leur a adressé un courriel qui est un modèle de flagornerie : « *Nous souhaitons notamment comprendre la stratégie qu'il pourrait mettre en place – rupture ou continuité – pour garder au Front national l'empreinte qu'il lui a donnée, ou définir une nouvelle ambition et de nouveaux projets. Nous aimerions dans ce but rencontrer les fidèles de M. Le Pen, vous qui êtes pour lui aujourd'hui autant soutiens que peut-être conseils précieux. Vos initiatives et votre mobilisation seront peut-être décisives. La durée de notre émission, son exposition sont la garantie pour vous de pouvoir vous exprimer de manière approfondie.* » On n'est pas obligés d'y croire... ■

L'esprit des choses

Le destin du robinet

Plusieurs fois par jour, vous faites le même geste. Qu'il s'agisse de prendre votre douche ou votre bain, ou de remplir un verre, un seau, une casserole, etc. Surtout, il appartient à ces objets dont l'existence ne nous devient essentielle que lorsqu'ils se détraquent ou cessent de remplir la fonction. Nous ne parlons du robinet que lorsqu'il fuit ou cesse de nous donner de l'eau.

Il y a du mystère dans un robinet. Chacun de nous l'utilise mais rares sont ceux qui peuvent expliquer précisément son fonctionnement. De plus, les robinets modernes prennent aujourd'hui des formes encore inimaginables naguère, depuis le mitigeur jusqu'au robinet à infrarouges qui nous dispense de tout contact avec le métal (ou le plastique). Fabriquer, remplacer ou réparer le précieux dispensateur de liquide requiert un savoir-faire quasi occulte, en tout cas hors de portée du profane.

Pourtant, le robinet est ancien. Si l'on en croit l'étymologie, son nom serait un diminutif de Robin, un mouton figurant dans *Le Roman de Renart*. La sortie des premiers robinets était semble-t-il en forme de tête de mouton. Il faut croire que la proximité avec le règne animal n'est pas spécifiquement française puisque chez nos voisins allemands, le mot utilisé est « *Hahn* » qui désigne un coq. Plus anciennement, à Rome, Varron parle d'« *epitonium* », un mot qui désigne également une sorte d'escargot.

Au vrai, le robinet des premiers temps n'a guère droit de cité dans nos intérieurs. Il concerne essentiellement les fontainiers, les ingénieurs et les architectes, bref tous les domaines dans lesquels excellent les Romains. L'intérieur privé lui est interdit et il le demeurera longtemps. Seuls les résidences privilégiées disposeront de fontaines d'intérieur à la capacité limitée. Pour les autres, l'approvisionnement en eau dépendait de la rivière ou de la source.

Il n'y a pas si longtemps encore, l'eau venait du puits, de la pompe dans la cour de la ferme ou de la fontaine publique. Dans *Les Misérables*, **Victor Hugo** évoque un homme qui livrait les « *grosses maisons* » à raison d'un liard (la plus petite unité de monnaie) par seau d'eau. De même, les premières paroles de *Jean Valjean* à *Cosette* sont pour lui proposer de porter son lourd seau d'eau vers l'auberge des *Thénardières*.

Il est cependant un domaine où le robinet devient familier à tous dès le Moyen Âge. Il n'a d'ailleurs guère changé de forme jusqu'à nos jours puisqu'il



s'agit de la cannelle (aussi appelée joliment chantepleure) qui permet de tirer le vin (ou tout autre liquide essentiel) du tonneau. Cette cannelle, déjà représentée dans les anciennes miniatures, apparaît source d'abondance. La contenance de la cruche est limitée; celle du tonneau paraît immense et la cannelle est le signe de cette abondance.

C'est alors qu'arrive l'eau courante. Peu à peu, de la maison bourgeoise à la ferme la plus reculée, l'eau n'est plus ce bien difficile d'accès qui avait usé les générations précédentes. Elle devient un produit accessible à tous moyennant une contribution à la portée de toutes les bourses. Mieux, grâce au robinet, elle arrive potable ou presque et provoque le déclin des vieilles boissons. Les longues courses au puits ou à la pompe sont terminées. L'arrivée du robinet signe également la mort des anciens services de toilette composés d'un broc et d'une cuvette de faïence que vous avez peut-être encore vus dans les vieux intérieurs. Désormais la propreté devient plus facile, mais aussi plus exigeante.

La révolution n'a pas été que domestique. Auparavant, l'eau restait une prérogative quasi seigneuriale. Le roi, ou son substitut, règle la répartition de l'eau au moyen des bassins, des fleuves et des retenues. C'est lui qui fait construire les fontaines où les habitants des villes viennent emplir leurs seaux. Désormais, cette prérogative se fait plus discrète (sans disparaître pour autant) et chacun de nous devient ou croit devenir le maître absolu de l'eau qu'il consomme. Il s'agit d'un privilège d'ailleurs illusoire : le robinet nous rend maîtres de l'eau mais il fait aussi de l'eau un commerce, d'ailleurs excessivement fructueux si l'on en croit le destin de certaines sociétés.

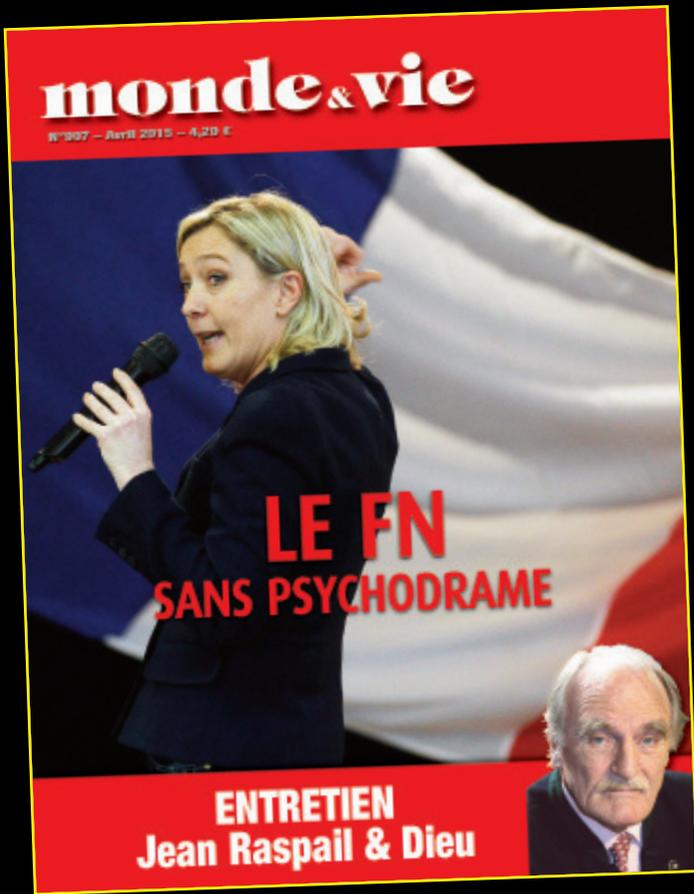
Il n'y a pas que de l'eau qui sort du robinet.

Jean-Michel Diard

La rédaction vous conseille

Monde & Vie

n°907



On a beaucoup entendu parler ces dernières semaines des disputes entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine autour de la ligne à donner au Parti. Faut-il rester droit dans ses bottes le Parti de toutes les droites, gaullistes et pétainistes confondues, comme l'explique Jean-Marie Le Pen d'une manière qui n'est guère damnable dans *Rivarol* ? Ou bien doit-on jouer un ni droite ni gauche comme le demande Philippot ?

5,00 euros port compris

Chèque à l'ordre de et à retourner à : Monde & Vie
14 rue Edmond Valentin, 75007 Paris

OUI, je commande exemplaire (s)
du numéro 907 de **Monde & Vie** sur :
LE FN SANS PSYCHODRAME
au prix unitaire de : 5,00 euros port compris,
soit : 5,00 euros x ex = euros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

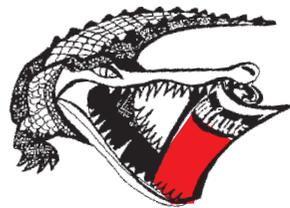
Code postal :

JE M'ABONNE À MINUTE

ABONNEMENT	<input type="checkbox"/> 1 AN (52 n°s)	<input type="checkbox"/> 6 MOIS (26 n°s)	<input type="checkbox"/> Promotion (*) 33 € (12 n°s)
FRANCE	110,00 €	65,00 €	33,00 €
ÉTRANGER (CEE)	129,00 €	69,00 €	36,00 €
DOM-TOM et ÉTRANGER hors CEE (Taxes aériennes incluses)	185,00 €	98,00 €	40,00 €

OFFRE DÉCOUVERTE 3 MOIS : ~~33,00€~~ 33,00€

(*) Abonnement d'essai réservé aux nouveaux abonnés d'une durée de 3 mois, soit 12 numéros, au prix exceptionnel de 33,00 € * (au lieu de 36,00 €).



FAUT SE BOUGER

**DES AIGREFINS VEULENT
LA MORT DE VOTRE « MINUTE »**

Adhésion Réadhésion 2014

URGENT Don pour les frais de procédures des procès

Montant de votre **adhésion** ou de votre **DON** :

30 euros 50 euros 75 euros 100 euros

500 euros montant libre euros

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Je m'abonne à Minute

Je règle par mandat (à l'ordre de : ASM Minute)

Je règle par chèque (libellé à l'ordre de : ASM Minute)

par Internet : <http://www.minute-hebdo.fr/abonnement> ou rubrique DON, ou sur <http://soutien-minute.fr>

par virement : IBAN :FR94 2004 1010 1231 5573 0G03 376 – BIC : PSSTFRPPSCE

N° 2719

À retourner à SEJMEV, 14 rue Edmond Valentin 75007 Paris. — Tél : 09 79 04 00 96 (tarif normal), du lundi au vendredi de 10 h - 13 h/14 h - 17 h

Où pour « L'Huma » les boat people fuyaient la liberté...

Le 30 avril est une date riche en anniversaires. Il y a le suicide d'**Adolf Hitler** dans son bunker, le 30 avril 1945, voilà 70 ans. Il y a, bien sûr, la fête de la Légion étrangère, qui célèbre le combat de Camerone, le 30 avril 1863, au cours duquel 63 légionnaires tinrent tête à 2000 Mexicains. Et puis il y a la chute de Saïgon et les images tragiques de l'entrée des troupes communistes dans la ville sud-vietnamienne, qui marquèrent les esprits...

Il faut, à ce propos, saluer la belle audace de nos confrères de « L'Humanité », qui ont publié à cette occasion un numéro spécial intitulé : « 30 avril 1975, Vietnam libre » ! Du passé faisons table rase, sauf s'il y a moyen de le maquiller ; mais en l'occurrence, le maquillage est superflu : c'est bien volontiers que le quotidien du Parti rappelle, pour s'en glorifier, la trahison des communistes « français » qui « s'étaient dressés contre la sale guerre d'Indochine, se couchant sur les voies des trains d'armes, s'opposant au chargement des navires qui approvisionnaient les troupes coloniales » – autrement dit les soldats français.

Les camarades ne vont pas jusqu'à rappeler les sabotages commis par les militants du Parti dans les usines d'armement (comme en 1939), ni les agressions commises sur les blessés rapatriés, frappés sur leurs civières, tandis que l'enc... de kapo rouge **Georges Boudarel** assassinait ses compatriotes prisonniers dans le sinistre camp de concentration 113... Mais ils saluent, après la défaite des « anciens colonisateurs » français, celle des Etats-Unis qui « ouvrirait, semblait-il (faut-il voir dans ce « semblait-il » l'aveu d'une désillusion ?), une nouvelle ère où les peuples auraient le dernier mot face à l'impérialisme ». Le directeur de la rédaction de « L'Humanité », **Patrick Appel-Muller**, signataire de ces lignes héroïques, ne semble pas se souvenir qu'il existait alors un autre impérialisme, qui tenait sous sa domination la moitié des peuples européens, sans parler de la meurtrière dictature de **Mao Zedong** en Chine. Appel-Muller ne se souvient que de « la figure rayonnante et modeste de l'Oncle Hô, **Hô Chi Minh** », qui « symbolisait un peuple ». Avant de conclure : « La victoire ne signait pas la fin des difficultés pour ce peuple entravé par un sourd blocus. Il fallait reconstruire un pays dévasté, panser une nature défoliée, inventer un futur de paix. Le Vietnam s'est mis en marche, trébuchant parfois, se relevant toujours. »

Il faut, en lisant ce morceau d'anthologie, se rappeler les milliers de malheureux boat people qui tentèrent à l'époque de fuir le paradis de « l'Oncle Hô » sur des coquilles de noix, au péril de leurs vies, ainsi que du million de fonctionnaires, militaires, intellectuels, étudiants, religieux vietnamiens (un vingtième de la population) qui furent déportés dans des camps de « rééducation » après la « libération » de Saïgon et dont beaucoup périrent, tués par la faim, le manque d'air dans les cellules surpeuplées, les exécutions, les suicides, la torture. Nous attendons avec impatience le 4 novembre 2016, anniversaire de l'entrée des Soviétiques en Hongrie, pour lire le fabuleux dossier que « L'Humanité » ne manquera pas de consacrer à « **Budapest libre** » ; et le 21 août 2018 pour lire celui sur « **Prague libre** », que le quotidien du PC publiera sûrement en hommage à la libération de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie, il y aura bientôt 50 ans.

Où une guerre froide a succédé à une autre

A cette époque, il était encore très peu politiquement correct (bien que cette expression ne fit pas encore florès) de critiquer le communisme, bien qu'une partie des gogos qui servirent de compagnons de route et d'agents de propagande au communisme aient commencé à ouvrir les yeux après l'écrasement du printemps de Prague en 1968 (Budapest, en 1956, n'avait pas suffi). Nous n'étions pas si nombreux, alors, à dénoncer le totalitarisme rouge qui sévissait

de l'autre côté du rideau de fer. Le monde était binaire : d'un côté, l'Est subissait la domination soviétique ; de l'autre, l'Occident apparaissait comme l'ost des Etats-Unis, dont la prépondérance économique et culturelle sur leurs alliés ou vassaux ressemblait à bien des égards à un protectorat, sans être comparable à celle que Moscou imposait à ses satellites.

Les Français n'ont pas connu, au contraire des Hongrois, des Polonais ou des Tchécoslovaques, les arrestations au petit matin, les tortures dans les caves de la police politique, ni les déportations ; et la France a quitté le commandement intégré de l'Otan sans que les tanks américains n'entrent dans Paris. Pour autant, le partage du monde auquel les Etats-Unis et les Soviétiques avaient procédé à Yalta (les Anglais faisant tapisserie) a permis aux Américains d'asseoir leur hégémonie et servi leurs intérêts. La fin de l'Union soviétique, en décembre 1991, et du rideau de fer, aurait dû permettre aux nations européennes de sortir de cette alternative et de retrouver leur liberté.

Près d'un quart de siècle a passé, mais nos prétendues élites restent pourtant assujetties à Washington et reprochent à la Russie actuelle, débarrassée du communisme, de refuser de sortir de l'histoire – sort que nos dirigeants acceptent pour la France. Le 3 février dernier, **George Friedman**, patron de la puissante agence de renseignement privée américaine Stratfor, s'exprimant sur la politique étrangère des Etats-Unis lors d'un colloque, déclarait : « *Le fait est que les Etats-Unis sont prêts à créer un cordon sanitaire autour de la Russie. [...] De toute façon, nous sommes revenus au jeu d'antan.* »

Le même Friedman indiquait que, fin janvier, le général américain **Ben Hodges**, commandant les troupes américaines en Europe, avait annoncé le déploiement de blindés et d'artillerie dans les pays baltes, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, décision prise en dehors du cadre de l'Otan pour éviter une éventuelle opposition. Le 3 mars 2015, un bataillon de parachutistes américains a débarqué en Ukraine. La riposte de Moscou est venue le 8 mai, avec l'organisation d'un gigantesque défilé militaire. A cette occasion, les Européens, Français compris, ont une fois de plus boudé la Russie de **Poutine**, qui se tourne aujourd'hui vers l'Inde et vers la Chine. A défaut du communisme, les Américains sont parvenus à ressusciter la guerre froide en Europe, à leur bénéfice. Quant au reste, ils s'en tiendront à leur slogan : « *L'Amérique aux Américains !* »

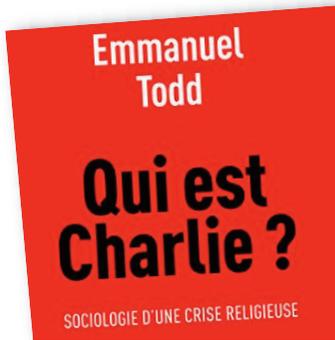
Où les socialistes ont le sens de la formule

Selon le patron du PS, **Jean-Christophe Cambadélis**, « *François Hollande est un bouclier pour les Français et Manuel Valls est un glaive dans les réformes.* » Voilà qui laisse entrevoir l'accession au pouvoir de **Manuelito**, mais faut-il déjà aménager une cellule à l'île d'Yeu pour **Flanflan** ? **Claude Bartolone** est lui aussi en verve. Le 6 mai, il a déclaré, à propos des régionales : « *J'ai constaté chez les candidats socialistes que la multiplicité des candidatures les perturbait. Si [la mienne] permet le rassemblement, je la déposerai.* » Ce brave Claude, toujours prêt à se sacrifier...

Où les Bretons défendent le pape

Bonne nouvelle, pour finir : le collectif « *Touche pas à mon pape* » a mis en ligne une pétition pour le maintien de la statue de **Jean Paul II** à Ploermel. A signer sans modération... Le collectif organise aussi un rassemblement devant la statue, à Ploermel, le 16 mai à 15 heures, pour s'opposer à son enlèvement, ordonné par un tribunal à la demande de la Libre pensée. Feiz ha Breiz (Foi et Bretagne)!

<http://www.net-petitions.com/petition-pour-le-maintien-de-la-statue-de-jean-paul-ii-a-ploermel-56/>



Qui est

Emmanuel Todd ?

Emmanuel Todd a une grande gueule, ce n'est un secret pour personne. Mais cette fois, dans sa volonté de tribaliser l'héritage français pour mieux l'oublier, ce grand intellectuel mérite d'entendre que les bornes ont des limites.



O n aura compris d'emblée qu'Emmanuel Todd n'est pas Charlie, ne veut pas être Charlie, n'a pas pu le dire sur le coup parce qu'il a eu peur d'être lynché et le dit maintenant que la pression est retombée en traitant de « catholique » non pas seulement la Manif pour tous (qui semble l'avoir traumatisé) mais aussi la manifestation du 11 janvier, dont lui ne s'est toujours pas remis. Pour lui, pas de doute: l'unanimité Charlie fait partie des questions religieuses et les régions qui ont le plus manifesté (Lyon, Bretagne) sont des régions traditionnellement catholiques, « *qui ne font pas partie du cœur de la France* » (sic). Au contraire, le Bassin parisien, la Bourgogne, ce « *cœur* » du pays selon Todd, lui est laïc, partisan de la liberté de l'es-

prit et – les chiffres le disent soi-disant – ce cœur de la France est « *moins Charlie* ». Todd ne nous dit pas s'il met Paris et sa région (l'endroit où l'on a le plus manifesté) côté catho ou côté laïc. C'est tout le manque de rigueur de ce « grand scientifique », géographe, démographe, historien et tout le toutim, qui, évoquant la France toute entière, ne parle que de la province!

Soyons clairs: d'après M. Todd, pour descendre à quatre millions dans la rue, il faut avoir un côté moutons de Panurge, qu'il s'empresse d'attribuer à ceux qu'il nomme lui-même « catholiques zombies » (au premier rang desquels, dit-il, François Hollande, père d'extrême droite, mère démocrate-chrétienne, sans doute plus zombie que catho). Ces catholiques zombies, explique-t-il, ont perdu la foi depuis la

rupture des années soixante mais ils continuent à penser comme des cathos, à se conduire comme des Français, nostalgiques de l'universalité blanche et chrétienne et cherchant, explique-t-il, dans ce genre de paroxysmes sociaux qu'est le charlisme à retrouver leur patriotisme qui était devenu hors d'usage. Ces Français blancs qui ont fait les gros bataillons du charlisme, au fond nous dit Todd, ils méprisent les musulmans, ils sont islamophobes... Quelle honte!

Pour Todd, disons-le, il n'y a pas de problème d'islam en France. Pourquoi en faire toute une manifestation? Les musulmans, affirme-t-il, sont une petite minorité [5 à 10 % de musulmans ne pèseront jamais autant que le tiers des provinces françaises qui fut catholique au XIX^e siècle]. Leur stigmatisation est sans cause.

Charlie : les archéos et les néos

Pourquoi le néo-Charlie? se demande Todd. Pourquoi le Charlie de Manuel Valls et des politiciens? Pourquoi ce retour des « Blancos »? Pourquoi cette prise de conscience autochtone qu'est Charlie? Cette crise – retour subreptice du refoulé national, c'est-à-dire pour Todd qui ne fait guère de différence, du refoulé ethnique – est due d'abord, tenez-vous bien, au vieillissement de la population, qui, dit Todd, « *peut être analysé comme une immigration imprévue et incontrôlée* »! Nos vieux, parce que les progrès de la médecine les ont rendus plus nombreux, sont comme des immigrés indésirables (« *incontrôlés* »), tandis que l'islam (Todd ne dit pas les Maghrébins) est simplement « *une province française* » « *qu'il faut accepter joyeusement* ».

La survie des vieux effectivement n'était pas prévue: elle fait durer la France française (ou plutôt la tribu française) qui est une survivance. Mais il faut savoir attendre: « *Paris sera peut-*

être un jour la ville où auront fusionné tous les peuples du monde, une nouvelle Jérusalem (sic) où les phénotypes séparés par la dispersion d'Homo sapiens sur toute la terre durant près de 100 000 ans, auront été brassés et recomposés en une humanité libérée de tout sentiment racial » [et surtout national, on le voit bien].

Nouvelle Jérusalem? Emmanuel Todd, qui évolue là dans le mythe complet, veut sans doute parler de manière biblique, d'une nouvelle Babel, d'avant la division des langues. Mais quel est le nom de cette utopie? Si l'on réfléchit bien, « Charlie-Ville » est le vrai nom de cette nouvelle Jérusalem aperçue par Todd. Mais qui est Charlie en définitive?

Qui est fidèle à l'idéologie Charlie à l'ancienne? Ce sont justement les partisans de la nouvelle Jérusalem pluri- raciale qu'ils voient bien sûr installée à Paris. Si Todd lui-même est ulcéré par le 11 janvier, c'est parce qu'il craint que les grandes manifestations du 11 janvier aient pu correspondre peu ou prou à un moment où les Français se sont sentis français ou, en tout cas, à un moment où les Français se sont sentis ensemble. Au nom de quoi est-il Charlie à l'ancienne, notre Todd? Au nom de la religion du mélange et au nom du mythe de la nouvelle Babylone (bizarrement nommée Jérusalem). Il rêve d'un grand soir de la suppression des races et du grand métissage des patrimoines dans un Paris définitivement libéré de toute identité? Pourquoi en France cette réalisation de « *l'universel* »? A cause, dit notre spécialiste dans les dernières pages de son livre, de... la légèreté française, qui permet à la France de s'oublier elle-même quand il le faut.

Il a simplement oublié lui, mais c'est humain, de s'inclure lui-même, zombie d'une idéologie qui fut marxiste, qui fut communiste, dans la crise religieuse qu'il décrit. Dans notre monde où chacun est de plus en plus à la recherche de son identité, le toddisme anidentitaire néo-communiste, ce communisme des identités, où toutes les identités doivent se confondre ou se mixer, est une survivance qui ne concernera bientôt plus que Todd... ■

Joël Prieur

Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, éd. du Seuil, 248 pp., 18 euros.

C'EST SANS FIN

Dimanche 3 mai,
 « **Christophe Hondelatte**, » BFM TV
 Le bon docteur **Kouchner** se dit convaincu que rien ni personne ne pourra empêcher les migrants africains de s'installer en Europe: « *Le monde a changé: nous ne sommes plus le centre du monde et, pour le redevenir, il faut de la générosité. Nous avons de quoi accueillir des milliers de réfugiés en plus. Est-ce que ce sera un appel d'air? Bien sûr, d'une certaine façon mais de toute façon, ces gens partent, recommencent et risquent leur vie pour venir chez nous. Il faudra bien, à un moment ou à un autre, qu'on les accepte. Il faudra se faire une raison.* » On ne voit pas très bien ce qu'il y a de « *raisonnable* » dans cette allégation!

NATHALIE DANS LE METRO

Lundi 4 mai, « **Ruth Elkrief**, » BFM TV
 Pendant la campagne des municipales à Paris, **Nathalie Kosciusko-Morizet** s'était fait piéger en se révélant incapable de répondre à une question portant sur le prix d'un ticket de métro. Un an après, elle en est toujours au même point: « *J'ai toujours su combien coûtait un Pass Navigo, j'ai bêtement ce jour-là cherché à donner le prix au ticket, avec un calcul qui prouve d'ailleurs que les polytechniciens ne sont pas si bons en calcul mental, ah, ah, ah!* » « *Alors, il coûte combien ce ticket?* » « *Eh bien, le Pass il est toujours à un peu moins de 70 € et les tickets, je ne les achète pas à l'unité, ah, ah, ah!* » Elle réserve ça aux nécessiteux.

UN POINT C'EST TOUT!

Mardi 5 mai, « **Le Supplément**, » Canal +
 Alors qu'il était en visite dans l'Orne, le président de la République en a profité pour parler chiffons: « *On m'a remis un exemplaire d'un point d'Alençon. A Tulle, dont j'étais l'élu, il y a aussi le point de Tulle. C'est un travail considérable: c'est un espace très très fin et un travail qui suppose beaucoup de soin. C'est un travail très fragile et en même temps très beau qu'il faut faire jour après jour. Après, on voit l'ouvrage. Au début on ne comprend pas tout et à la fin ça se dessine.* » Et on en redemande, c'est ça?

VICTOIRE PAR ABANDON

Mardi 5 mai, « **Parlons-en**, » BFM TV
Audrey Crespo-Mara demande à **Gilbert Collard** ce qu'il pense du « *fichage illégal* » des enfants musulmans à Béziers. Pour une fois, l'avocat se montre solidaire d'un de ses collègues, en l'occurrence **Robert Ménard**: « *Il ne parle pas de fichage. Vous plaquez*

Monsieur Dupond, avocat des puissants

Mardi 5 mai, « **L'Invité politique**, » LCI

Quand il s'agit du Front national, l'avocat **Eric Dupond-Moretti** se transforme en procureur: « *C'est une petite entreprise qui fonctionne pas mal. Lui s'occupait des juifs, elle s'occupe des musulmans. C'est un parti qui n'est pas républicain et moi je pense qu'il faut l'interdire.* »
 Et envoyer ses dirigeants et ses militants au goulag?



des mots qui n'ont pas de sens. Il dit seulement qu'il a le nom des élèves, il n'a pas parlé de fichier. » « *Si, si, il a parlé d'établir des listes.* » « *Non, il a parlé du nom des élèves dans les classes; il n'a pas employé le mot de fichage.* » « *Il établit des listes à partir des prénoms.* » « *Madame, je veux bien répondre à vos questions mais je ne l'ai pas entendu dire ça ou alors donnez moi le passage où il parle d'un fichier.* » « *Alors bon, on va s'arrêter là, merci Gilbert Collard.* » « *On va s'arrêter là parce que vous êtes embarrassée.* » « *Dans la mesure où je ne suis pas en mesure de vous soumettre cet extrait, je vous remercie.* » Pas très professionnel tout ça, M'dame **Ardisson**.

MAUVAISE PIOCHE

Mercredi 6 mai, le JT de France 2
 Lors d'un débat télévisé, **Ed Miliband**, candidat du Parti travailliste en Angleterre, utilise une rhétorique bien connue des Français: « *Moi, Premier Ministre, je récompenserai tous ceux qui travaillent dur, pas seulement les traders de la City; moi, Premier Ministre, je combattrai les compagnies d'énergie qui vous arnaquent; avec moi, Premier Ministre, ce seront les mêmes règles pour tous.* » Pas de pot, ça ne marche pas à tous les coups!

LA VULGARITE N'EST PAS RESERVEE AUX MACHOS

Mercredi 6 mai,
 « **La Boîte à questions**, » Canal +
 L'inévitable **Roselyne Bachelot** se souvient des bons conseils que lui donnait dans son jeune temps son mentor **Jacques Chirac**: « *Il me disait toujours: "Tu sais, quand tu es en déplacement, faut jamais perdre une occasion de bouffer, de pisser, de baiser."* Ensuite, il allait aux toilettes et en revenant, il disait: "*Y'en a plus que deux à faire!*" » Déjà dans la bouche d'un homme c'est est limite, mais dans celle d'une femme...

UN HONNÊTE HOMME

Jeudi 7 mai,
 « **La Nouvelle Edition**, » Canal +
 Tout comme **Olivier Todd** mais pour d'autres raisons, le chanteur et compositeur

Didier Barbelivien n'est pas allé manifester le 11 janvier: « *Je n'étais pas dans les rues parce que je ne comprenais pas qu'on n'ait pas invité le Front national. Soit on descend tous, soit on reste à la maison. Moi je suis resté à la maison!* » Toujours aussi politiquement incorrect ce vrai chouan!

TOUS DES COLLABOS, CES SOCIALISTES

Vendredi 8 mai, « **Bourdin direct**, » BFM TV
 Toute la semaine, par médias interposés, **Emmanuel Todd** et **Manuel Valls** n'ont cessé de s'invectiver. Chez **Bourdin**, en guise de bouquet final, le sociologue compare le premier ministre à une sorte de **Pierre Laval** contemporain: « *Vous savez ce qui me vient à l'esprit? C'est lui qui m'accuse donc j'ai tous les droits en terme de réponse; c'est que l'optimisme de Manuel Valls, c'est l'optimisme de la Révolution nationale du maréchal Pétain!* » Le débat politico-intellectuel est vraiment d'un niveau...

COUP DOUBLE!

Samedi 9 mai,
 « **On n'est pas couché**, » France 2
 Fin de l'histoire: **Ruquier** revient sur le combat de boxe qui a opposé, la semaine dernière dans son émission, **Caron** et **Fourest**, et c'est pour faire son *mea culpa*: « *Beaucoup de gens m'ont reproché de ne pas avoir soutenu Aymeric Caron. Quand Caroline Fourest a dit sur le plateau: "J'ai gagné en appel", à propos de son procès, il faut savoir qu'à cette heure-ci, on n'a aucun moyen de savoir si elle dit vrai. Quand elle me le dit, je la crois et c'est pour ça que j'ai demandé à Aymeric Caron de se taire. Elle disait: "J'ai gagné en appel, j'ai gagné en appel!" et je l'ai crue, et c'est seulement après vérifications qu'on a su que Caron avait raison. Elle a donc menti et j'ai pris une décision: je ne l'inviterai jamais dans cette émission, ni sur aucun plateau de mes émissions, parce que je ne veux pas qu'on me mente!* » L'un (Caron) quitte l'émission à la fin de la saison, l'autre (Fourest) est mise à l'index... Que du bonheur!

A voir
La sélection « Minute »

Pourquoi les femmes sont-elles plus petites que les hommes? vendredi 15 mai, Arte, 22 h 30

Ne cherchez pas la réponse: vous ne la trouverez pas plus que les auteurs de ce documentaire qui ont essayé de démontrer que la différence de taille ne relève pas de l'inné mais des rapports sociaux discriminants. C'est peu dire qu'ils ont échoué. Néanmoins, le sujet reste passionnant et l'on apprend beaucoup sur les différentes causes de la croissance. Pour l'anecdote, on découvre que la baleine bleue femelle est plus grande que le mâle. Au fait, une baleine mâle, on appelle ça comment, un baleine?

Grands reportages, « Mont de Piété, petites et grandes histoires », dimanche 17 mai, TF1, 13 h 25

Le Mont de Piété, est certes un sujet récurrent pour reporters en manque d'inspiration mais il est toujours matière à portraits sensibles – et parfois drolatiques – de Français qui n'ont d'autre ressource que de donner quelque bien en gage pour se procurer de l'argent dans l'espoir, parfois insensé, de pouvoir le récupérer quand meilleure fortune sera venue. Une équipe s'est rendue à Avignon et à Strasbourg pour observer les « *clients* » des crédits municipaux qui malheureusement, en période de crise, sont de plus en plus nombreux à avoir recours à leurs services, ce qui fait de ces vénérables institutions de véritables auxiliaires de survie.

Secrets d'histoire, « Louis XVI, l'inconnu de Versailles », mardi 19 mai, France 2, 20 h 55

Avec son habituelle bienveillance pour les têtes couronnées, **Stéphane Bern** se livre à une réhabilitation du roi assassiné dont la postérité n'a voulu retenir que des passions ridicules pour la serrurerie et la chasse à l'heure où le royaume de France avait besoin d'un souverain qui sache mettre un terme à la chienlit. Sur des images toujours exceptionnelles, notamment du château de Versailles qui fait toujours le plein de touristes républicains, le présentateur a greffé des entretiens avec une douzaine d'historiens, dont **Jean Tulard** ou **Jean-Christian Petitfils**, qui mettent en exergue la véritable personnalité d'un roi qui eut toujours le souci de son peuple et affronta son procès, puis la guillotine, avec courage et noblesse. ■

Revoilà les « fichiers d'enfants »

Il aura suffi à **Robert Ménard** d'affirmer que 64,6 % des élèves de sa ville sont musulmans pour déclencher une épidémie d'hystérie dont la France est désormais coutumière. Le débat aurait pu porter sur le chiffre en lui-même qui, s'il correspond à la réalité, est proprement ahurissant et sortirait la thèse du « grand remplacement » du fantasme dans lequel le tiennent nos dirigeants. Il aurait pu porter sur la part d'immigrés ou de Français issus de l'immigration dans la société française (que l'on ne connaît pas avec exactitude); sur le nombre de musulmans que compte le pays, sur leur intégration ou non, leur comportement face aux « valeurs de la République » ou tout ce que l'on voudra. Il aurait même pu porter sur la méthode, probablement un peu légère (la précision à la virgule près n'est pas très crédible concernant un chiffre tiré d'un « listing des élèves des écoles maternelles et primaires »). Mais non, tous ces débats ont été soigneusement verrouillés et c'est en amont que la contestation s'est immédiatement portée: la légitimité même d'essayer de chiffrer la réalité sociologique pour mieux la comprendre et être ainsi à même de bâtir des politiques efficaces.

Les mots magiques sont donc de sortie: « fichage » + « enfants » = un aller simple pour Buchenwald. Le Crif a twitté l'image d'un homme stylisé avec un croissant jaune à la boutonnière et ce slogan: « Robert Ménard, prochaine étape: le croissant sur la veste? » Les enfants juifs déportés seraient heureux d'apprendre que leur sort est comparé à celui d'enfants sur lesquels ne pèse aucune menace que celle d'être comptés à partir de critères objectifs sur lesquels ils se reconnaissent souvent eux-mêmes. Voudrait-on suggérer que les nazis n'ont fait que compter les Juifs? Peut-être pas. Mais l'on veut en revanche nous faire croire que compter, distinguer, différencier est le premier pas vers l'enfer.

C'est une tradition issue de la Révolution que nos voisins ont souvent du mal à comprendre: la République se refuse à distinguer ses citoyens. « Nationalité et citoyenneté étant synonymes, il doit y avoir nécessairement coïncidence entre l'unité politique et l'unité nationale » [...] comme le dit **Alain de Benoist** dans le dernier numéro d'« Eléments » consacré à la question du communautarisme. Pour la République, souligner les différences entre citoyens est un moyen de les assigner à résidence. Le peuple français est Un, et tant pis si certains citoyens se promènent en djellabas en estimant que les préceptes religieux l'emportent sur la loi commune.

Le problème, c'est que cette manière de voir les choses est aujourd'hui totalement déconnectée de la réalité et qu'elle constitue même un aveuglement volontaire sur la réalité de l'immigration en cours. Lorsque la France a commencé à être une terre d'immigration massive en provenance d'Afrique, les républicains répondaient aux rares sonneurs de tocsin que tous ces immigrés deviendraient des bons petits Français comme les autres, à l'instar des Polonais et des Italiens. En gros, ils laisseraient au vestiaire leur identité d'origine pour se fondre dans le creuset français. Trois ou quatre générations après, c'est raté: la France se couvre de mosquées et nombreux sont les enfants d'immigrés à être en sécession ouverte contre notre mode de vie, au point que certains

prennent désormais les armes contre nous. Devant le péril d'un changement de civilisation, la République, tel un idiot du village, continue pourtant à répéter des mots vidés de leur sens, se raccrochant en dépit de tout à l'idée que nous sommes encore un peuple un et indivisible.

Il y a du reste derrière tout cela une immense hypocrisie car tout le monde sait que les maires ont recours à des statistiques ethniques dans la gestion des affaires municipales, et notamment au sein des commissions d'attribution des logements sociaux, même s'ils ne le reconnaissent pas en public. Quand **Valls** voulait lutter contre les « ghettos » en cessant de mettre « dans les mêmes villes, dans les mêmes quartiers, dans les mêmes cages d'escalier, dans les mêmes écoles », « les gens les plus pauvres souvent issus de l'immigration », que préconisait-il, sinon une politique ethnique? Sans parler de sa célèbre exhortation à mettre « quelques Blancs, quelques White, quelques Blancos » sur un marché d'Evry visité par les photographes de presse...

La réalité, c'est que les statistiques ethniques existent et sont allégrement utilisées, mais qu'elles sont exclusivement réservées à dénoncer « l'absence de diversité » dans la société, le « délit de faciès » et

autres discriminations supposées faites aux minorités. Quand il s'agit d'utiliser ces mêmes statistiques ethniques pour montrer la réalité du remplacement de population en cours, elles deviennent soudain interdites et dénoncées comme une monstruosité. La République, décidément gâteuse et maladroite, se tire elle-même une balle dans le pied. ■

